



Défaillances et sauvegardes d'entreprises en France

2^{ème} trimestre 2018



SYNTHÈSE

PANORAMA GÉNÉRAL

Le recul des défaillances d'entreprises s'essouffle

12 750 procédures collectives ont été ouvertes ce 2^e trimestre 2018 (-1,4% par rapport au 2^e trimestre 2017)

Moins de TPE (-2%) mais davantage de PME (+4%) +8% en Île-de-France

Paris le 12 juillet 2018 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances et sauvegardes d'entreprises du 2^{ème} trimestre 2018.

« Avec 58 000 procédures annuelles, 2016 avait fait tomber le mur des 60 000 pour la première fois depuis début 2009, avant que 2017 ne réduise encore la sinistralité des entreprises aux valeurs de fin 2008 (55 000). Le début d'année 2018 confirmait la bonne trajectoire, avec un 1^{er} trimestre au plus bas depuis dix ans. » rappelle Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Mais le printemps n'a pas permis de maintenir l'allure, freinée par le vaisseau amiral francilien repassé dans le rouge. L'amélioration n'est plus que de 1,4% sur le 2^e trimestre pour 12 700 défaillances d'entreprises, soit 28 000 sur le semestre et 53 000 sur douze mois, le niveau de l'été 2008 !

Les TPE (moins de 10 salariés) résistent encore (-2%), tandis que les PME (10 salariés et plus) flanchent (+4%). Les défaillances d'entreprises auraient-elles atteint le palier de normalisation nécessaire à la régénération naturelle d'un marché ? »

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

	2014 T2	2015 T2	2016 T2	2017 T2	2018 T2	EVOLUTION T2 2018/2017	MOYENNE CINQ ANS
Sauvegardes	358	336	328	288	237	-17,7%	309
Redressements Judiciaires	4 217	4 198	4 031	3 913	3 739	-4,4%	4 020
Liquidations Judiciaires directes	9 811	9 877	9 667	8 724	8 770	0,5%	9 370
Total France	14 386	14 411	14 026	12 925	12 746	-1,4%	13 699
Total Emplois menacés	54 900	53 700	47 000	40 500	39 800	-700	47 180
Emplois menacés par entreprise	3,8	3,7	3,4	3,1	3,1		3,4



■ **Le nombre de liquidations ne baisse pas**

Plus des deux tiers (68,8%) des procédures collectives ouvertes sur ce 2^e trimestre sont des liquidations judiciaires directes.

Leur nombre se stabilise juste au-dessous des 8 800. Les redressements judiciaires reculent encore (-4%) proches de 3 700. Les ouvertures de sauvegardes sont en retrait très sensible (-18%) et représentent désormais moins de 2% de l'ensemble des procédures.

■ **Les liquidations judiciaires de petites PME explosent.**

Reflétant la distribution de notre tissu économique, 94% des procédures concernent des TPE de moins de 10 salariés, dont 70% sont immédiatement placées en liquidation judiciaire.

Les PME ont, quant à elles, plus d'une chance sur deux (53%) d'obtenir un redressement judiciaire. Toutefois, les plus petites PME, celles employant de 10 à 19 collaborateurs, voient ce taux se dégrader ; leur nombre de liquidations judiciaires a explosé de 18%, pendant que les redressements judiciaires reculaient

de 9%. Les PME de 50 à 99 enregistrent 43% de RJ en plus ce printemps, tandis que le nombre de LJ est stable.

Dans ces conditions, le nombre d'emplois menacés par les défaillances glisse modestement sous le seuil des 40 000 au cours de ce trimestre, soit un peu plus de 3 emplois par entreprise.

■ **Les jeunes entreprises fortement touchées par les liquidations.**

En 2015, le cap des 300 000 sociétés et entreprises individuelles créées (hors microentreprises) était franchi pour la 1^e fois depuis 2008 (331 000).

En 2016, le niveau de 2008 était rattrapé, avant que 2017 ne signe un record avec près de 350 000 créations. La rançon de ce succès entrepreneurial est l'augmentation du nombre de défaillances, le tiers des créateurs ne soufflant pas leur troisième bougie.

Ce trimestre, 2145 entreprises de moins de trois ans ont fait l'objet d'une ouverture de procédure collective ; c'est 3% de plus qu'un an plus tôt. Plus délicat encore, les trois quarts sont directement liquidées.



L'habituel défaut de l'homme est de ne pas prévoir l'orage par beau temps, selon Machiavel !



Le beau temps conjoncturel actuel nous ferait-il oublier qu'un orage, même localisé, reste possible ? La croissance offre des opportunités, mais présente aussi des risques à ne pas négliger.

La croissance libère l'entrepreneuriat. Les nouvelles entreprises atteignent des niveaux record, notamment sur les formes « classiques », en dehors des micro-entrepreneurs. Mais près de la moitié d'entre elles ne passera pas cinq ans.

Cette prise de risque entrepreneuriale est pourtant nécessaire. Selon l'INSEE(1), elle permet le «renouvellement permanent du tissu productif» d'un tiers chaque année. Indispensable pour moderniser notre économie, ce taux de transformation est toutefois une menace continue pour les fournisseurs.

L'ancienneté de l'entreprise ne saurait toutefois être le gage d'un risque moindre pour les prêteurs et créanciers. Conquérantes jusque-là, certaines sont aujourd'hui confrontées à la concurrence de nouveaux entrants sur leur marché, voire à une panne de modèle économique. Là encore, des fournisseurs seront invités à participer au sauvetage de leur client dans le cadre de procédures amiables de mandat ad hoc ou conciliation, pendant que d'autres basculeront en créances irrécouvrables.

A ces risques entrepreneuriaux s'ajoutent des incertitudes économiques et politiques internationales. Le nombre de défaillances d'entreprises, sauf à changer de définition, calera au-dessus des 50 000 mais attention surtout à ce que le défaut de clients majeurs ne soit pas le coup de tonnerre entendu trop tardivement.
conclut Thierry Millon.

■ Un bilan sur deux publié confidentiellement.

Plus de la moitié (56%) des jugements concernent des SARL. Ces structures sont tenues de publier leurs comptes, pourtant seules 52% avaient satisfait à cette obligation au terme de leur premier exercice.

Un bilan sur deux était donc publié, mais pas pour autant visible pour les fournisseurs. En effet 44% étaient assortis d'une clause de confidentialité. Un bilan sur deux confidentiel, cela suggère que les sociétés publiant leurs comptes confidentiellement ne seraient pas davantage risquées que celles les publiant ouvertement.

■ L'Île-de-France renouvelle son tissu productif.

La région francilienne concentre le quart des défaillances d'entreprise (3 000) et porte à ce titre la tendance nationale. Si le nombre de sauvegardes reste peu important, les RJ et les LJ sont en augmentation de 7%, contre une baisse de 14% au 2e trimestre 2017. Hors IDF, le nombre de procédures collectives est en recul de 4%.

La hausse sensible du nombre de défaillances d'entreprises d'Île-de-France est à mettre en parallèle avec celle des créations d'entreprises depuis 3 ans. En 2015, la région était la seule de métropole à connaître une augmentation des créations. En 2016, le



rythme rapide était deux fois supérieur à la moyenne nationale, et 2017 confirmait cette tendance. Les créations d'hier forment les défaillances d'aujourd'hui; les jeunes entreprises défaillantes de moins de trois ans sont 23% plus nombreuses qu'un an plus tôt.

Si l'IDF est la seule région à cumuler une hausse des RJ et des LJ, Occitanie et Pays-de-la-Loire enregistrent une augmentation du nombre de LJ, tandis que Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France, Normandie et Nouvelle Aquitaine connaissent davantage de RJ. Provence-Alpes-Côte-D'azur se distingue avec une forte baisse du nombre de défaillances (-20%), plus rapide encore que celle du début d'année (-13%), après un exercice 2017 resté dans le rouge chaque trimestre.

■ Des activités en mode stationnaire.

Le premier « contributeur » aux statistiques de défaillances d'entreprises reste le secteur de la **construction** avec 3 300 jugements enregistrés ce 2e trimestre, représentant le quart des défaillances. Ce nombre est stable par rapport à celui du 2e trimestre 2017. C'est notamment le cas dans le second œuvre, où la baisse du nombre de liquidations judiciaires masque la hausse du nombre de redressements judiciaires. Le gros œuvre repasse légèrement dans le rouge (+2%), lesté par la construction de maisons individuelles (+17%) qui avait connu un très bon 2e trimestre 2017. La maçonnerie générale (-3%) continue de tirer favorablement le gros œuvre. Les travaux de terrassement courants concentrent la moitié des défaillances des travaux publics, or ils sont orientés sévèrement (+35%) en comparaison d'un printemps 2017 au plus bas.

Le **commerce** comptabilise 2800 procédures, en recul de 2%. Le magasin de détail d'habillement tire favorablement cette tendance (-22%). D'autres activités sont en revanche défavorablement orientées. C'est notamment le cas de la vente de voitures qui compte 220 procédures (+30%), un nombre très au-dessus des 170 défaillances enregistrées en moyenne depuis cinq printemps. Le commerce d'alimentation générale (+13%) enregistre pour sa part plus de 140 RJ ou LJ.

A la fois dans le commerce et l'industrie alimentaire, les détaillants et les artisans de boulangerie continuent d'être à la peine. Ainsi, 40 vendeurs de pain, soit environ deux fois plus que le nombre habituellement constaté sur un 2e trimestre, et 262 artisans boulangers (+10%) ont connu la défaillance ce printemps.

L'**industrie manufacturière** reste bien orientée (-20%), en dépit de tensions dans l'habillement (+5%), essentiellement concentrées dans la fabrication de vêtements de dessus (+38%)

Si le **transport** routier de marchandises est stable sous les 270 défaillances, celui du voyage souffre encore (+41%), lesté par les taxis (+66%) qui sont quatre fois plus nombreux (118) à déposer le bilan qu'il y a seulement quatre ans.

Dans les **services aux entreprises**, le nombre d'ouvertures de procédures évolue peu (+1%). C'est également le cas dans les services à destination des particuliers (+1%) ou la restauration traditionnelle (+1%).

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

- 9** | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^{ème} trimestre sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 10** | Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
- 11** | Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 13** | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires au cours du 2^{ème} trimestre 2018
- 14** | Les défaillances d'entreprises en région au 2^{ème} trimestre 2018
- 15** | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 17** | Méthodologie
- 19** | Secteurs d'activité analysés



Statistiques détaillées des défaillances

2ÈME TRIMESTRE 2018

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^{ème} trimestre sur 5 ans

(Les données 2017T2 et 2018T2 non définitives sont arrêtées au 1er juillet de chaque année)

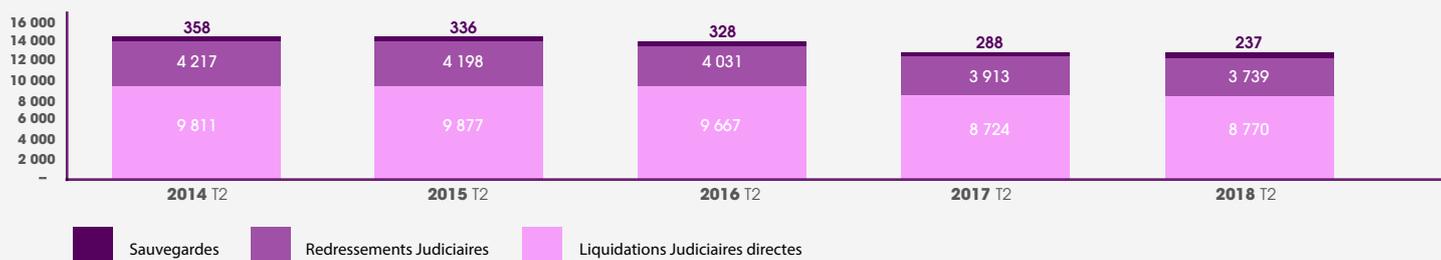
NOMBRE D'OUVERTURES	2014T2	2015T2	2016T2	2017T2	2018T2	EVOLUTION T2 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	358	336	328	288	237	-17,7%	309
Redressements Judiciaires	4 217	4 198	4 031	3 913	3 739	-4,4%	4 020
Liquidations Judiciaires directes	9 811	9 877	9 667	8 724	8 770	0,5%	9 370
TOTAL DEFAILLANCES	14 386	14 411	14 026	12 925	12 746	-1,4%	13 699

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2014T2	2015T2	2016T2	2017T2	2018T2	EVOLUTION T2 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,5%	2,3%	2,3%	2,2%	1,9%	-0,4%	2,3%
Redressements Judiciaires	29,3%	29,1%	28,7%	30,3%	29,3%	-0,9%	29,3%
Liquidations Judiciaires directes	68,2%	68,5%	68,9%	67,5%	68,8%	1,3%	68,4%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2014T2	2015T2	2016T2	2017T2	2018T2	ECART T2 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	4 400	4 300	3 700	2 500	2 800	300	3 540
Redressements Judiciaires	26 400	25 200	20 000	18 900	16 300	-2 600	21 360
Liquidations Judiciaires directes	24 100	24 200	23 300	19 100	20 700	1 600	22 280
TOTAL EMPLOIS MENACES	54 900	53 700	47 000	40 500	39 800	-700	47 180

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2014T2	2015T2	2016T2	2017T2	2018T2	ECART T2 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	12,3	12,8	11,3	8,7	11,8	3,1	11,4
Redressements Judiciaires	6,3	6,0	5,0	4,8	4,4	-0,5	5,3
Liquidations Judiciaires directes	2,5	2,5	2,4	2,2	2,4	0,2	2,4
TOTAL EMPLOIS MENACES	3,8	3,7	3,4	3,1	3,1	-0,0	3,4

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

TRANCHE DE SALARIÉS	2017 T2				2018 T2				EVOLUTION 2018 T2 / 2017 T2	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	171	2 474	6 752	9 397	120	2 436	6 812	9 368	-0,3%	72,7%
3 à 5	41	665	1 176	1 882	42	598	1 132	1 772	-5,8%	63,9%
6 à 9	32	360	461	853	23	315	441	779	-8,7%	56,6%
10 à 19	23	236	234	493	26	214	277	517	4,9%	53,6%
20 à 49	14	136	84	234	20	125	88	233	-0,4%	37,8%
50 à 99	2	23	11	36	4	33	12	49	36,1%	24,5%
100 et plus	5	19	6	30	2	16	6	24	-20,0%	25,0%
TOTAL DEFAILLANCES	288	3 913	8 724	12 925	237	3 737	8 768	12 742	-1,4%	68,8%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

TRANCHE D'ÂGE	2017 T2				2018 T2				EVOLUTION 2018 T2 / 2017 T2	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	26	510	1 551	2 087	26	511	1 608	2 145	2,8%	75,0%
3 à 5 ans	54	1 113	2 570	3 737	54	1 031	2 623	3 708	-0,8%	70,7%
6 à 10 ans	83	905	2 150	3 138	61	901	2 099	3 061	-2,5%	68,6%
11 à 15 ans	29	526	1 031	1 586	25	482	1 091	1 598	0,8%	68,3%
16 et plus	96	859	1 422	2 377	71	814	1 349	2 234	-6,0%	60,4%
TOTAL DEFAILLANCES	288	3 913	8 724	12 925	237	3 739	8 770	12 746	-1,4%	68,8%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

TRANCHE PAR RÉGION	2017 T2				2018 T2				EVOLUTION 2018 T2 / 2017 T2	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	32	468	1 092	1 592	35	437	1 060	1 532	-3,8%	69,2%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	12	144	284	440	13	157	269	439	-0,2%	61,3%
BRETAGNE	6	170	353	529	6	145	336	487	-7,9%	69,0%
CENTRE VAL DE LOIRE	6	153	279	438	4	147	275	426	-2,7%	64,6%
CORSE	3	43	53	99		42	49	91	-8,1%	53,8%
GRAND EST	17	296	648	961	19	274	665	958	-0,3%	69,4%
HAUTS DE France	22	312	698	1 032	8	374	668	1 050	1,7%	63,6%
ILE DE FRANCE	33	510	2 234	2 777	27	549	2 417	2 993	7,8%	80,8%
NORMANDIE	16	150	394	560	10	162	360	532	-5,0%	67,7%
NOUVELLE AQUITAINE	44	336	659	1 039	48	367	625	1 040	0,1%	60,1%
OCCITANIE	27	403	719	1 149	19	318	732	1 069	-7,0%	68,5%
PAYS DE LA LOIRE	13	226	364	603	7	199	372	578	-4,1%	64,4%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	46	621	802	1 469	38	422	716	1 176	-19,9%	60,9%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	11	81	143	235	3	146	226	375	ns	60,3%
TOTAL DEFAILLANCES	288	3 913	8 722	12 923	237	3 739	8 770	12 746	-1,4%	68,8%

(suite)

Activités	2017				2018				EVOLUTION 2018 T2 / 2017 T2	TAUX DE LIQUIDATIONS JUDICAIRES
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
SERVICES AUX PARTICULIERS	6	139	382	527	9	123	399	531	0,8%	75,1%
Activités de réparation	2	19	60	81		19	54	73	-9,9%	74,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	93	254	351	7	81	271	359	2,3%	75,5%
Autres services à la personne		27	68	95	2	23	74	99	4,2%	74,7%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	37	600	1081	1718	26	538	1191	1755	2,2%	67,9%
Hébergement	9	39	57	105	4	32	49	85	-19,0%	57,6%
Restauration	21	449	863	1333	18	395	964	1377	3,3%	70,0%
Dont Restauration traditionnelle	15	290	486	791	13	245	541	799	1,0%	67,7%
Dont Restauration rapide	5	142	350	497	3	133	385	521	4,8%	73,9%
Débits de boissons	7	112	161	280	4	111	178	293	4,6%	60,8%
AUTRES ACTIVITÉS	23	334	481	838	11	306	428	745	-11,1%	57,4%
Santé humaine & action sociale	9	136	105	250	1	100	104	205	-18,0%	50,7%
Activités récréatives	9	89	167	265	5	79	133	217	-18,1%	61,3%
Enseignement	1	81	123	205	2	88	121	211	2,9%	57,3%
Autres activités	4	28	86	118	3	39	70	112	-5,1%	62,5%
TOTAL DEFAILLANCES	288	3 913	8 724	12 925	237	3 739	8770	12 746	-1,4%	68,8%

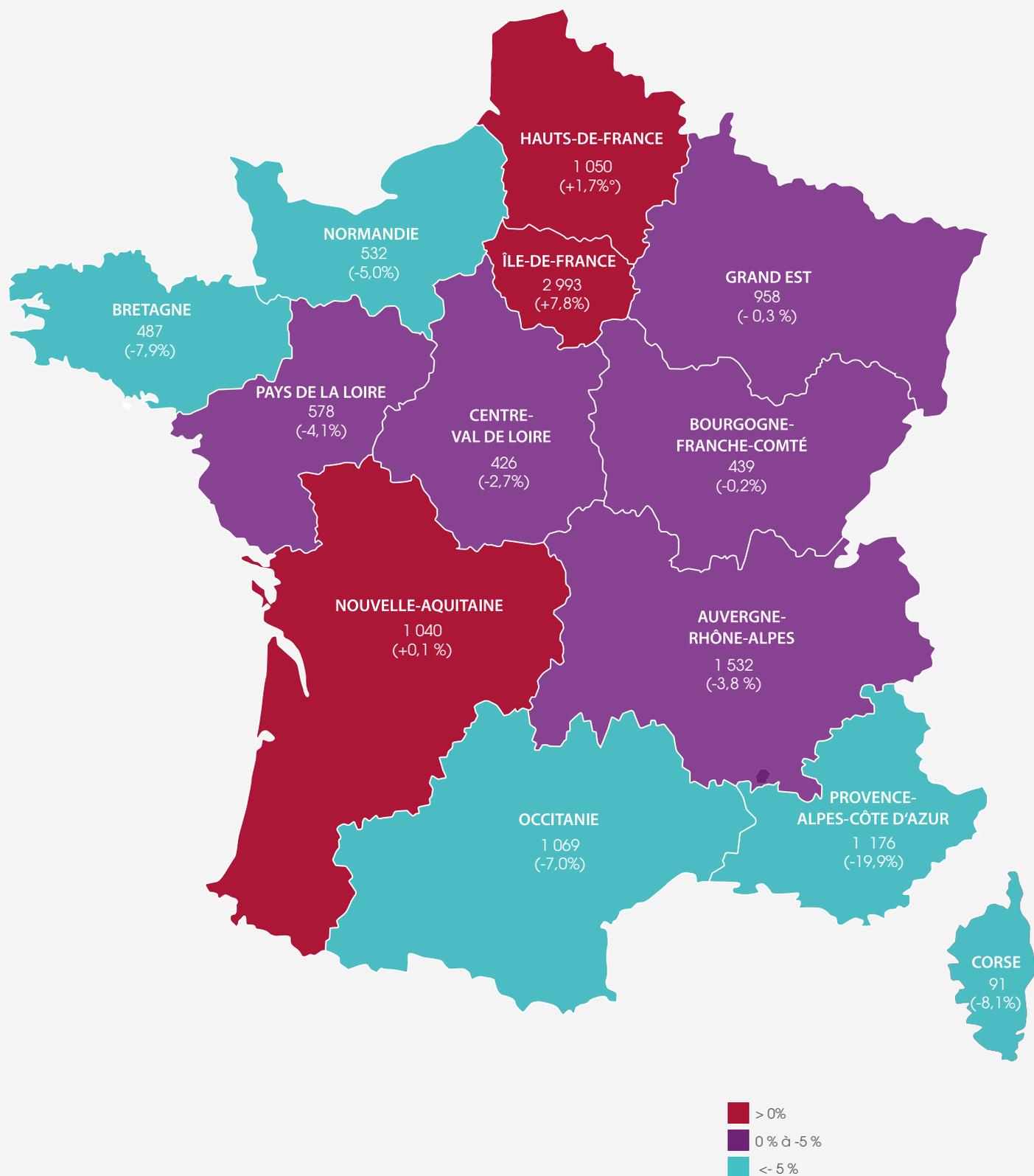
**Savez-vous à quel point
la data contribue à la
performance de
votre entreprise ?**

Chez Altares, nous replaçons l'information au coeur de vos réalités économiques afin de vous apporter des solutions réellement adaptées à votre business.

Les défaillances d'entreprises de plus de 20M de chiffre d'affaires, ou effectif supérieur à 250, au cours du 2e trimestre 2018 (données non consolidées, dernier bilan disponible)

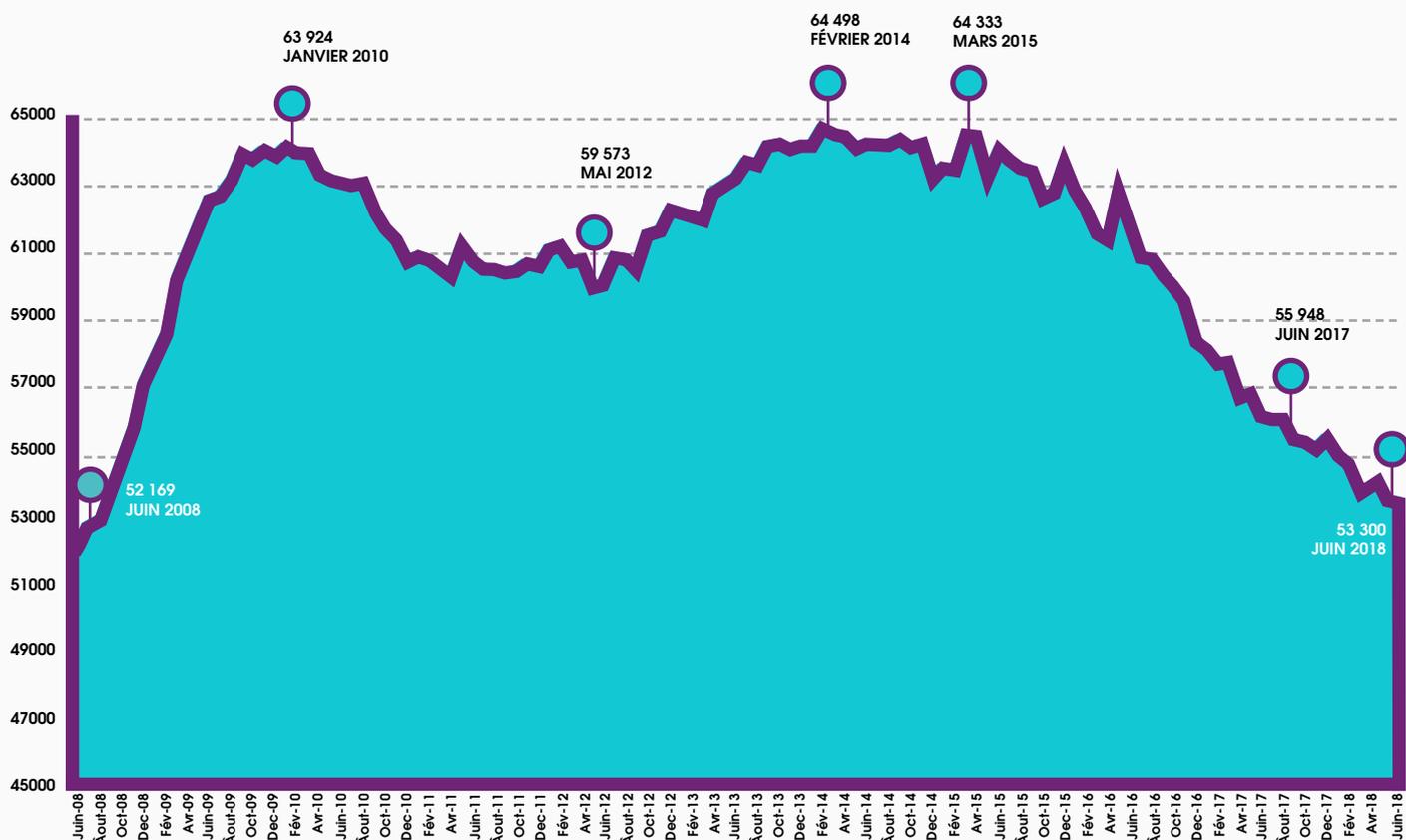
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
DOUX	TRANSFORMATION ET CONSERVATION DE LA VIANDE DE VOLAILLE	1012Z	29	997	316,1	2016	LJ sur résolution du plan de 2013	AVRIL
DOUX ALIMENTS	FABRICATION D'ALIMENTS POUR ANIMAUX DE FERME	1091Z	29	33	109,7	2016	LJ sur résolution du plan de 2013	AVRIL
SKTB ALUMINIUM	MÉTALLURGIE DE L'ALUMINIUM	2442Z	54	80	70,1	2016	RJ	MAI
GIBSON INNOVATIONS FRANCE SAS	Comm. Interent. d'appareils électroménagers	4643Z	92	55	67,9	2017	LJ	Mai
SOCIETE NOUVELLE AIM GROUP	TRANSFORMATION ET CONSERVATION DE LA VIANDE DE BOUCHERIE	1011Z	50	225	64,1	2016	RJ	AVRIL
MR EQUIPEMENT (MANURHIN EQUIPEMENT)	FABRICATION D'AUTRES MACHINES SPÉCIALISÉES	2899B	68	175	30,0	2016	RJ sur conversion de la sauvegarde de 2017	JUIN
SECO FERTILISANTS	FABRICATION DE PRODUITS AZOTÉS ET D'ENGRAIS	2015Z	60	96	60,2	2016	RJ sur conversion de la sauvegarde de 2018	AVRIL
ENTREPRISE BAGOT	CONSTRUCTION D'AUTRES BÂTIMENTS	4120B	45	139	47,7	2017	RJ	JUIN
DOMINIQUE PRUDENT	TRANSPORTS ROUTIERS DE FRET DE PROXIMITÉ	4941B	71	560	46,4	2017	RJ	AVRIL
PROPRETE ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL S.A	NETTOYAGE COURANT DES BÂTIMENTS	8121Z	91	1107	34,8	2010	SAUV	AVRIL
FREDUCCI (LMV LA MODE EST À VOUS)	COMMERCE DE DÉTAIL D'HABILLEMENT	4771Z	31	250	34,2	2016	LJ sur conversion du RJ de 2018	MAI
M C T S PARISIENS	ACTIVITÉS DE SÉCURITÉ PRIVÉE	8010Z	75	954	33,9	2013	SAUV	JUIN
CARVEN	COMM. INTERENT. D'HABILLEMENT ET DE CHAUSSURES	4642Z	75	123	49,4	2015	RJ	MAI
SCARNA CONSTRUCTION	CONSTRUCTION D'AUTRES BÂTIMENTS	4120B	59	160	29,1	2016	RJ	JUIN
ESCOT TELECOM	CONSTRUCTION DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	4222Z	15	154	23,8	2016	LJ sur résolution du plan de 2014	JUIN
BOVEX	COMM. INTERENT. D'ANIMAUX VIVANTS	4623Z	50	8	23,2	2014 (2015 confidentiel)	LJ sur conversion du RJ de 2018	Mai
ETABLISSEMENTS DAVIET	ÉLEVAGE DE VOLAILLES	0147Z	85	44	23,0	2014	SAUV	Mai
MAISONNEUVE	Fabrication de carrosseries et remorques	2920Z	50	120	21,9	2014	RJ	Mai
PLANTIFLOR	VENTE À DISTANCE SUR CATALOGUE SPÉCIALISÉ	4791B	59	41	21,9	2016	LJ	Avril
ARELIS BROADCAST	FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS DE COMMUNICATION	2630Z	92	72	21,4	2016	RJ	Mai
FRANCE ELECTRONIQUE EXCHANGE	COMM. INTERENT. D'ORDI., D'ÉQUI. INFORMATIQUE	4651Z	93	50	21,2	2015 (2016 confidentiel)	LJ	Juin
BODYGUARD	ACTIVITÉS DE SÉCURITÉ PRIVÉE	8010Z	91	430	19,5	2017	LJ	Avril
VIGILIA SECURITE PRIVEE	ACTIVITÉS DE SÉCURITÉ PRIVÉE	8010Z	92	290	11,5	2016	RJ	Juin

Les Défaillances d'entreprises en région au 2ème trimestre 2018



Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - juin 2008 à juin 2018)





PARTIE 2

ANNEXES

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altaires observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altaires de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altaires collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altaires mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altaires :

Altaires collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altaires est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altaires est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altaires sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

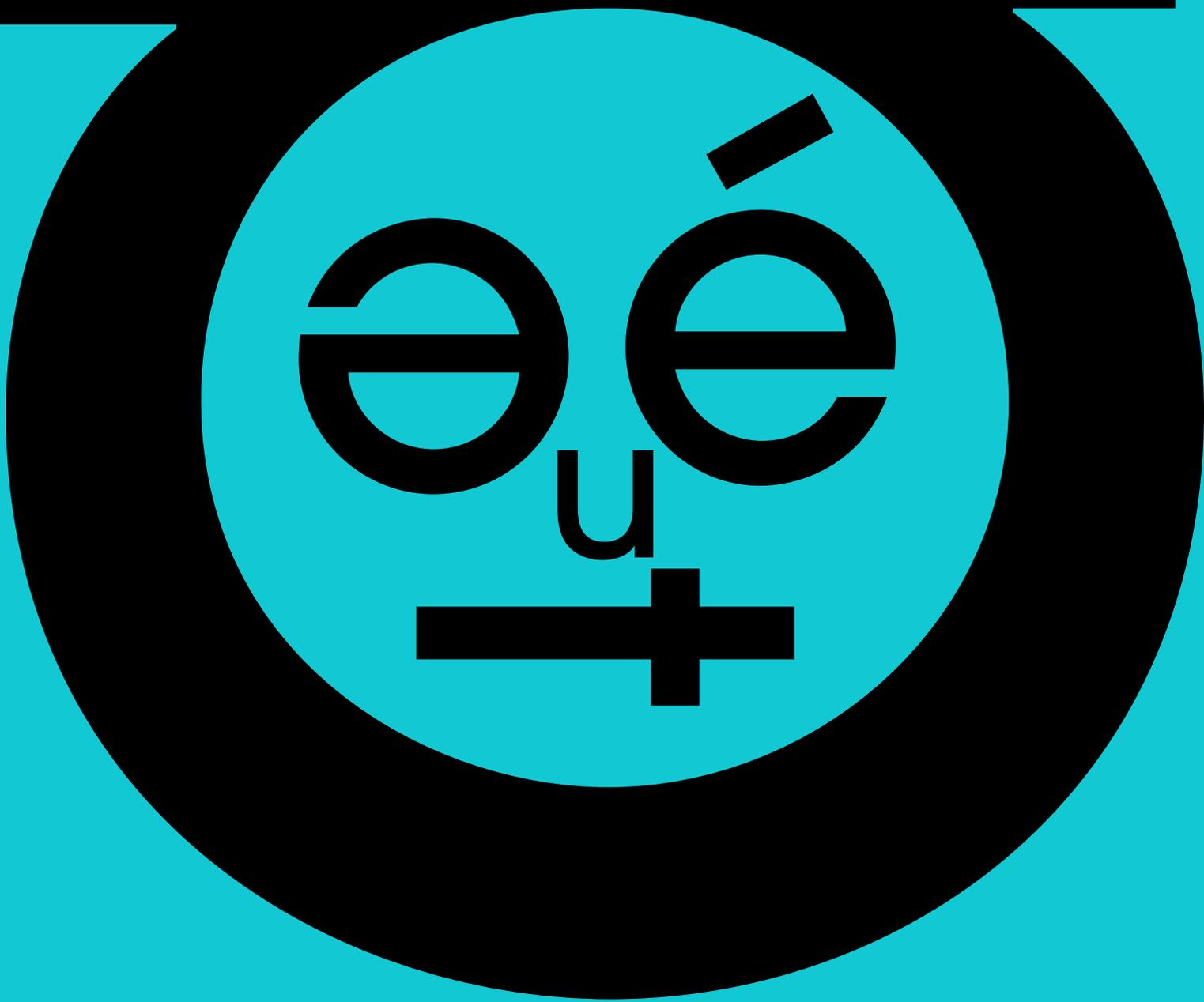
Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altaires de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altaires à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altaires peuvent pallier l'absence de documents comptables.



Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'INSCRIRE

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs/Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altares valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altares fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises.

Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 300 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B Benelux, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liées aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

RELATIONS PRESSE
Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
Tél : 06 81 29 81 90

ALTARES
52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

DIRECTEUR DES ÉTUDES
Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

www.altares.com